REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
05 mai 2025 à 20 heures

Convocation du 24 avril 2025

Etaients présents : Mesdames Denise DARTEIL, Sylvie DESSIBOURG, Dominique GAUTIER CALMEL, Cécile GERMAIN, Nathalie GOHLKE, Karen HUET, Lucie NERBUSSON, Mathilde TOUCHARD.

Messieurs : Christophe BODINEAU, William CHERBONNIER, François CORDIER, Dominique LAMY, Michaël LOUVET, François MARTON, Fabien NEAU, Nicolas PAILLAT, José POLART, Augustin SERETTI.

Absents excusés : Madame Noëlle GUIBERT donne pouvoir à Madame Nathalie GOHLKE, Madame Françoise COURTOIS donne pouvoir à Monsieur Michaël LOUVET, Monsieur Marc OGEREAU donne pouvoir à Monsieur François CORDIER, Monsieur Amin DAHHAN donne pouvoir à Monsieur Fabien NEAU.

Absent : Monsieur Jean-Paul JUSTEAU.

Secrétaire de séance : Monsieur Michaël LOUVET.

A noter ci-dessous le nom, prénom et l'heure d'arrivée pour les élus qui arrivent après 20 heures :
Monsieur François CORDIER est arrivé à 20 heures 30 minutes,

A rajouter à l'ordre du jour :

Délibération participation transport scolaire 2025-2026 OGALO

Approbation compte rendu de réunion du 14 avril 2025

Observations :

Pour : 19, abstention 1.

Délibération Anjou Cœur de Village appel d'offres lot 2 paysage, modifications, travaux traversée du bourg de Noyant-La-Plaine

Madame le Maire informe le Conseil Municipal qu'il convient de rapporter la délibération du conseil municipal n° 2025-045 en date du 14 avril 2025 concernant le lot 2 PAYSAGE pour le montant des travaux et non pour l'entreprise car le prix a été modifié, suite à la suppression du mobilier urbain. Il convient de délibérer pour le nouveau montant des travaux à notifier à l'entreprise IDVERDE:

Tranche ferme : 457 475.33 € HT soit 548 970.40 € TTC.

Tranche conditionnelle : non retenue

Après avoir délibéré :

le Conseil Municipal vote par 20 voix pour rapporter la délibération du conseil municipal n° 2025-045 en date du 14 avril 2025 pour la modification du montant des travaux et non pour le choix de l'entreprise suite à la suppression du mobilier urbain,

Le Conseil Municipal par 20 voix pour, approuve le montant des travaux pour la somme de 457 475.33 € HT soit 548 970.40 € TTC, tranche ferme pour le lot 2 PAYSAGE à notifier à l'entreprise IDVERDE, agence d'Angers et tranche conditionnelle non retenue et charge Madame le Maire de signer les documents administratifs relatifs à ce dossier.

Délibération de principe pour les projets de travaux de voirie 2025

Madame le Maire présente au conseil municipal le projet de travaux programme voirie 2025 établi par le bureau d'études SAS Anjou Maine Coordination :

Montant total estimatif prévisionnel : 46 675.00 € H.T. soit 56 010.00 € TTC.

Après avoir délibéré, le conseil municipal émet un avis de principe par 22 voix pour, au projet de travaux de voirie programme 2025 présenté ci-dessus, pour un montant total estimatif prévisionnel de 56 100.00 € TTC et autorise Madame le Maire à demander les devis pour les travaux envisagés.

Délibération programme voirie 2025 : devis bureau d'études

Madame le Maire présente au conseil municipal le devis reçu de la SAS Anjou Maine Coordination d'Angers concernant la maîtrise d'œuvre pour le programme de voirie 2025.

La SAS Anjou Maine Coordination avait été retenue en 2020, 2021, 2022, 2023 et 2024 et a déjà les bases de fichiers pour les travaux d'entretien de voirie de Tuffalun.

Le devis d'honoraires proposé est de 3 650.00 € H.T. soit 4 380.00 € TTC

Après en avoir délibéré, le conseil municipal par 20 voix pour, émet un avis favorable au devis présenté de la SAS Anjou Maine Coordination pour un montant d'honoraires de 3 650.00 € HT et autorise Madame le Maire à signer les documents administratifs relatifs à ce dossier.

Délibération vente d'un terrain à Noyant-la-Plaine, Commune déléguée de Tuffalun

Madame le Maire explique au conseil municipal que la Commune de Noyant-la-Plaine, Commune déléguée de Tuffalun est toujours propriétaire d'une parcelle de terrain où était construit un ancien abri de bus, cadastrée préfixe 230, section B n° 1114 pour une superficie de 14 m², située angle de la Rue Principale et de la rue du Pavillon à Noyant-la-Plaine, Commune déléguée de Tuffalun.

Madame le Maire donne lecture au conseil municipal d'un courrier en date du 07 janvier 2014 adressé par Monsieur le Maire de Noyant-La-Plaine à Monsieur Christian RABIN, propriétaire jouxtant cette parcelle et précisant que celui-ci serait propriétaire de ce terrain à compter du 13 janvier 2014, mais l'acte notarié pour formaliser cette transaction n'a été établi.

Afin de régulariser cette situation, il convient qu'un acte notarié soit rédigé auprès de Maître Thomas DAUVER, notaire aux Rosiers Sur Loire, Commune déléguée de Gennes Val de Loire.

Prix de vente du terrain : un euro symbolique

Les frais d'actes seraient à la charge de Monsieur Christian RABIN.

Après avoir délibéré, le conseil municipal par 20 voix pour, émet un avis favorable pour régulariser la vente de la parcelle cadastrée préfixe 230, section B n° 1114 à Monsieur Christian RABIN pur un euro symbolique, frais d'actes à la charge de Monsieur Christian RABIN et autorise Madame le Maire à poursuivre toutes les démarches administratives nécessaire pour la vente de ce terrain et signer les actes et documents administratifs correspondants à ce dossier.

Délibération vente d'un terrain à Louerre, Commune déléguée de Tuffalun

Madame le Maire explique au conseil municipal que la Commune de Louerre, Commune déléguée de Tuffalun est propriétaire d'une parcelle de taillis simples-bois, cadastrée préfixe 181, section ZN n° 63 pour une superficie de 935 m², située Les Champs Patiou à Louerre, Commune déléguée de Tuffalun.

L'office National des Forêts ne serait pas intéressé pour la gestion de cette parcelle.

IL serait possible de proposer à la vente cette parcelle, et éventuellement aux propriétaires la jouxtant.

Madame le Maire demande l'avis du conseil municipal pour le principe de vente de ce terrain.

Après avoir délibéré, le conseil municipal par 20 voix pour, voix émet un avis favorable sur le principe de vente de la parcelle cadastrée préfixe 181, section ZN n° 63 et autorise Madame le Maire à poursuivre toutes les démarches administratives nécessaire pour la vente de ce terrain.

Délibération acquisition d'un terrain à Noyant-la-Plaine, Commune déléguée de Tuffalun

Madame le Maire explique au conseil municipal que la Société TPPL de Mozé-sur-Louet est propriétaire d'une parcelle de terre à Noyant-La-Plaine, Commune déléguée de Tuffalun cadastrée préfixe 230, section ZH n° 69 pour une superficie de 961 m², située Clos Chaillou.

La Société TPPL serait favorable à la vente à la mairie de Tuffalun de cette parcelle au prix forfaitaire de 500.00 €. (pour permettre un entrepôt des déchets verts des services techniques de la mairie de Tuffalun)

Il conviendra de prévoir éventuellement les frais de bornage à la charge de la mairie de Tuffalun et les frais de notaire.

Après avoir délibéré, le conseil municipal par 20 voix pour, émet un avis favorable à l'acquisition de la parcelle cadastrée préfixe 230, section ZH n° 69 appartenant à la Société TPPL au prix forfaitaire de 500.00 €, frais de bornage éventuellement et frais de notaire à la charge de la mairie de Tuffalun et autorise Madame le Maire à poursuivre toutes les démarches administratives et signer les actes nécessaires pour l'acquisition de ce terrain.

Délibération convention mise à disposition de terrains de football d'Ambillou-Château, Commune déléguée de Tuffalun par la Commune de Tuffalun à la ligue FFE des Pays de la Loire

Madame le Maire présente au conseil municipal le projet de convention définissant les conditions et modalités de mise à disposition de terrains de football, stade Joseph Chargé, Ambillou-Château, Commune déléguée de Tuffalun par la mairie de Tuffalun auprès de la ligue FFE des Pays de la Loire.

Mise à disposition à titre gratuit : les terrains de football, le club house, l'éclairage et éventuellement la sonorisation, les vestiaires équipés avec douches et toilettes, le parking.

La durée de la convention est pour quatre saisons, (une saison : du 1^{er} juillet de l'année N au 30 juin de l'année N+1)

Après avoir délibéré, le conseil municipal, par 20 voix pour, émet un avis favorable à la convention présentée entre la Commune de Tuffalun et la ligue FFF des Pays de la Loire pour les conditions d'occupation des terrains de football du stade Joseph Chargé d'Ambillou-Château et autorise ou non Madame le Maire à signer la convention et les documents afférents à ce dossier.

Délibération choix de l'établissement bancaire pour le prêt relais.

En vue de contracter un prêt relais afin de financer d'une part les avances correspondant aux subventions à percevoir et d'autre part l'avance de la TVA, la municipalité a prospecté 4 banques pour obtenir des offres de prêts aux conditions suivantes :

- Montant du fonds nécessaire : 750 000 €
- Durée : 3 ans
- Remboursement anticipé sans frais
- Taux fixe

Deux banques ont répondu à cette demande d'offre :

- LA BANQUE POSTALE propose un prêt d'un montant de 602 000.00 € sur une durée de 3 ans avec un taux fixe de 3.49 % remboursement anticipé possible sans frais.
- L'AFL (Agence France Locale) propose un prêt d'un montant de 750 000 € sur une durée de 3 ans avec un taux fixe de 2,63%, remboursement anticipé possible sans frais. Cette offre est assortie d'une obligation d'adhésion avec un apport en capital initial de 5 000€.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance des différentes offres, après avoir pris connaissance en tous ses termes de l'offre établie par l'Agence France Locale, Société Anonyme à Conseil de Surveillance et Directoire, dont le siège social est situé 112 Rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649, et après en avoir délibéré,

DECIDE de retenir par 22 voix pour, la proposition de l'Agence France Locale, d'autoriser par 22 voix pour, Madame Nathalie GOHLKE, Maire de Tuffalun à signer les contrats de prêt avec l'Agence France Locale selon les caractéristiques suivantes :

Article 1 : Principales caractéristiques du prêt

- Montant du contrat de prêt : 750 000 EUR (Sept cent cinquante mille Euros)
- Durée Totale : 3 ans
- Mode d'amortissement : In fine avec paiement trimestriel des intérêts
- Taux Fixe : 2.63%
- Base de calcul des intérêts : Exact/360
- Commission d'engagement : Néant
- Frais de dossier : Néant
- Indemnité remboursement anticipé : Néant

Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Madame Nathalie GOHLKE, Maire de Tuffalun est autorisé à signer le contrat de prêt et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, à toutes formalités, à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Délibération d'adhésion au groupe Agence France Locale et engagement de garantie première demande

EXPOSE DES MOTIFS

Présentation du Groupe Agence France Locale

Institué par les dispositions de l'article L.1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales (le *CGCT*) et créé en 2013, le Groupe Agence France Locale est composé de deux entités juridiques distinctes :

- l'Agence France Locale - Société Territoriale, société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est situé 41 quai d'Orsay, 75007 Paris, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 799 055 629 (la *Société Territoriale*) ; et
- l'Agence France Locale, société anonyme à directoire et conseil de surveillance, dont le siège social est situé 112 rue Garibaldi, 69006 Lyon, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Lyon sous le numéro 799 379 649 (l'*Agence France Locale*).

Les grands axes de la gouvernance du Groupe Agence France Locale

[La gouvernance de la Société Territoriale](#)

Conformément à l'article L.1611-3-2 du CGCT tel que modifié par l'article 67 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique, la Société Territoriale est la société dont les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux (EPL) sont actionnaires (les **Membres**). Société-mère de l'Agence France Locale, elle est en charge des décisions institutionnelles et stratégiques du Groupe.

Composé de 10 à 15 administrateurs, nommés pour un mandat de 6 ans, le Conseil d'administration de la Société Territoriale a vocation à assurer la variété de son actionnariat afin de préserver les équilibres de représentation entre les différents types d'entités qui composent la Société Territoriale, avec un collège regroupant les régions, un collège regroupant les départements, et un collège regroupant les communes, EPCI à fiscalité propre et EPT mentionnés à l'article L. 5219-2 du CGT, chaque catégorie d'entités ayant le pouvoir d'élire un nombre d'administrateurs qui est déterminé de manière proportionnelle (en fonction du poids de la catégorie d'entité concernée dans la dette publique locale par rapport au montant total de la dette publique supportée par l'ensemble des Membres à la date de réexamen). Concernant les syndicats mixtes ouverts, ils désigneront dans leur délibération d'adhésion, le collège auquel ils souhaitent être rattachés.

Société anonyme, la Société Territoriale réunit également chaque année son assemblée générale au sein de laquelle chaque collectivité territoriale, groupement et EPL Membre est invité en sa qualité d'actionnaire et peut solliciter des informations sur la gestion et les perspectives de la Société, et plus largement du Groupe Agence France Locale.

La gouvernance de l'Agence France Locale

L'Agence France Locale est la filiale de la Société Territoriale. Etablissement de crédit spécialisé, l'Agence France Locale assure l'activité opérationnelle du Groupe. La direction de l'Agence France Locale est assurée par un Directoire, actuellement composé de quatre personnes, professionnels reconnus du secteur bancaire des collectivités locales. Le Directoire agit sous le contrôle permanent du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale.

Le Conseil de Surveillance, composé de personnalités indépendantes du secteur bancaire, des finances locales et de représentants de la Société Territoriale (eux-mêmes issus des entités Membres) s'assure de la qualité et de la cohérence des orientations prises par l'établissement de crédit du Groupe.

L'ensemble des détails de la gouvernance du Groupe Agence France Locale figure dans le Pacte d'actionnaires (le Pacte), les statuts de la Société Territoriale et les statuts de l'Agence France Locale. <https://www.agence-france-locale.fr/rse/gouvernance>

Les conditions préalables à l'adhésion au Groupe Agence France Locale

I. Les conditions résultant du CGCT

L'article D.1611- 41 du CGCT créé par le Décret n°2020 556 du 11 mai 2020 relatif à l'application de l'article L 1611-3-2 du CGCT précise les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales, leurs groupements et les EPL peuvent devenir actionnaires de la Société Territoriale.

Il détermine les seuils qui s'appliquent à leur situation financière. En effet, leur capacité de désendettement constatée sur l'exercice n-2 doit être inférieure à des seuils qui s'inspirent des plafonds nationaux de référence définis par l'article 29 de la loi de programmation des finances

publiques 2018-32 du 18 janvier 2018 et qui sont calculés sur les trois derniers exercices (années n-4, n-3, n-2). Si ces seuils sont dépassés, la marge d'autofinancement courant calculée sur les trois derniers exercices (années n-4, n-3, n-2) doit être inférieure à 100%.

En outre l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales, tel que modifié par le Décret n° 2024-807 du 15 juillet 2024 relatif à l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, ajoute que les collectivités s'assurent, au travers de leur participation, directe ou indirecte aux instances de gouvernance de l'Agence France Locale, que le cadre d'appétit au risque établi par l'Agence France Locale inclut une exigence minimale de fonds propres à hauteur d'au moins 1,7% de son exposition totale.

Conformément aux exigences de l'article D.1611-41 -3°, une note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération précisant l'effectivité du respect des critères définis à l'article D.1611-41 est adressée avec la convocation de l'assemblée aux membres de l'assemblée délibérante. Elle est annexée à la délibération.

II. Les conditions résultant des statuts de la Société Territoriale et du Pacte d'actionnaires

Exigence de solvabilité du candidat à l'adhésion

L'adhésion à la Société Territoriale est également conditionnée par le respect de critères financiers définis par le Conseil d'Administration de la Société Territoriale, sur proposition du Directoire et avis du Conseil de Surveillance de l'Agence France Locale, et qui permettent de réaliser la notation de toute entité candidate à l'adhésion.

Apport en capital initial

L'apport en capital initial (l'ACI) est versé par toute entité devenant membre du Groupe Agence France Locale. Cet ACI correspond à la participation de l'entité considérée au capital de la Société Territoriale, déterminé sur la base de son poids économique.

Ce versement, obligatoire pour rendre effective l'adhésion de l'entité candidate à la Société Territoriale, permet de respecter le niveau de capitalisation requis par les autorités de contrôle du secteur bancaire et d'assurer l'activité d'établissement de crédit spécialisé de l'Agence France Locale.

L'ACI peut être acquitté intégralement lors de l'adhésion de l'entité, ou réparti par un versement au maximum sur dix années successives ou selon un calendrier aménagé en fonction du recours à l'emprunt auprès de l'AFL de ladite entité.

Le montant et les modalités de versement de l'ACI sont déterminés conformément aux stipulations des statuts de la Société Territoriale et du Pacte du Groupe Agence France Locale.

Le montant de l'ACI pour une adhésion au cours de l'année (n) et à la date des présentes, s'établit comme suit :

$$\text{Max} \quad 1,1\% * [\text{Encours de dette (exercice (n-2)*)}];$$
$$0,3\% * [\text{Recettes réelles de Fonctionnement (exercice (n-2))}]$$

*les années (n-1), (n) ou (n+1) pourront être retenues en lieu et place de l'année (n-2) sur demande de l'entité si et seulement si l'ACI est calculé sur la base de l'Encours de dette.

Le montant définitif est arrondi à la centaine supérieure afin d'éviter l'apparition de rompus lors de la réalisation des augmentations de capital de la Société Territoriale.

[Présentation des modalités générales de fonctionnement des Garanties consenties \(i\) par la Société Territoriale et \(ii\) par chacun des membres du Groupe Agence France Locale](#)

La création du Groupe Agence France Locale a pour fondement essentiel la recherche par les collectivités territoriales, leurs groupements et les EPL d'un mode de financement efficace, répondant à des contraintes fortes de transparence et satisfaisant à l'intérêt général.

Pour ce faire, un double mécanisme de garantie a été créé par les dispositions de l'article L. 1611-3-2 du CGCT, permettant d'assurer aux créanciers la pérennité du Groupe et, par voie de conséquence, la reconnaissance des investisseurs pour les titres financiers émis par l'Agence France Locale. Le mécanisme instauré a ainsi pour objet de garantir certains engagements de l'Agence France Locale (soit principalement les emprunts obligataires émis par elle).

Au titre de cette garantie, chaque Membre peut être appelé en paiement de la dette de l'Agence France Locale.

Ce mécanisme de double garantie se décompose comme suit :

- la Société Territoriale renouvelle annuellement une garantie aux bénéficiaires des créanciers de l'Agence France Locale à hauteur d'un montant défini par le Directoire et approuvé par le Conseil de surveillance ;
- une garantie autonome à première demande est consentie par chaque entité membre chaque fois qu'elle souscrit un emprunt d'au moins d'un an de terme auprès de l'Agence France Locale ou le cas échéant cédé sur le marché secondaire à l'Agence France Locale par un tiers prêteur. Cette garantie est organisée au profit exclusif des créanciers de l'Agence France Locale éligibles à la garantie (un *Bénéficiaire*).

Le montant de la garantie de chaque Membre correspond, à tout moment, au montant de l'encours de crédits d'au moins un an de terme du Membre (principal, intérêts courus et non payés et éventuels accessoires). Ainsi, si le Membre souscrit plusieurs emprunts d'au moins un an de terme auprès de l'Agence France Locale, chacun de ces emprunts s'accompagne de l'émission d'un engagement de Garantie, quelle que soit l'origine du prêt, telle que, directement conclu auprès de l'Agence France Locale ou cédé par un tiers prêteur.

La garantie est une garantie autonome au sens de l'article 2321 du Code civil. En conséquence, son appel n'est pas subordonné à la démonstration d'un défaut de paiement réel par l'Agence France Locale. La durée maximale de la garantie correspond à la durée du plus long des emprunts souscrits par le Membre auprès de l'Agence France Locale, augmentée de 45 jours.

Chacune des deux garanties peut être appelée par deux catégories de personnes : (i) un Bénéficiaire, (ii) un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires. La garantie consentie par le Membre peut également être appelée par la Société Territoriale. Les circonstances d'appel de la présente Garantie sont détaillées dans le modèle figurant en annexe à la présente délibération.

Le recours à l'emprunt par le Membre :

Afin de garantir la qualité de la signature de l'Agence France Locale et par voie de conséquence l'accès à de bonnes conditions de financement des Membres du Groupe Agence France Locale, l'octroi d'un crédit par l'Agence France Locale est soumis aux mêmes règles d'analyse financière que tout autre établissement de crédit et conformes aux exigences réglementaires.

Conformément aux statuts de la Société Territoriale et au Pacte et ce, afin que la collectivité puisse, chaque année, contracter un ou plusieurs emprunt(s) auprès de l'Agence France Locale, l'assemblée délibérante autorise expressément et

annuellement l'exécutif à signer l'engagement de garantie afférent à chaque emprunt souscrit.

La présente délibération porte adhésion à la Société Territoriale et approbation de l'engagement de garantie annuel pour l'exercice 2025 (Garantie à première demande – Modèle 2016.1 en annexe) afin que l'entité considérée puisse dès son adhésion effective solliciter un ou plusieurs prêt(s) auprès de l'Agence France Locale.

Après avoir délibéré, le conseil municipal par 22 voix pour, adhère à la Société Territoriale et approuve l'engagement de garantie annuel pour l'exercice 2025 afin que la mairie de Tuffalun puisse dès son adhésion effective solliciter un ou plusieurs prêts auprès de l'Agence France Locale comme ci-dessus présentés.

Vu l'article L. 1611-3-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article D. 1611-41 du Code général des collectivités territoriales

Vu le livre II du code de commerce,

Vu le Code général des collectivités territoriales (le CGCT) et notamment son article L. 1611-3-2 et son article D.1611-41 tel que modifié par le Décret n° 2024-807 ;

Vu les annexes à la présente délibération ;

Entendu le rapport présenté par Madame le Maire de Tuffalun,

Vu la note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération visée à l'article D. 1611-41, 3° du CGCT et précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du CGCT figurant en Annexe ;

Après avoir constaté qu'elle respecte effectivement les critères mentionnés à l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales ; et

Après en avoir délibéré ;

Le Conseil municipal décide par 22 voix pour :

1. d'approuver l'adhésion de la commune de Tuffalun à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
2. d'approuver la souscription d'une participation au capital de l'Agence France Locale – Société Territoriale d'un montant global de **5 000 euros** (l'ACI) de la commune de Tuffalun, établi sur la base des Comptes de l'exercice **(2023)** :
 - en incluant le budget principal : oui
 - en excluant les budgets annexes suivants : NA
 - Recettes réelles de fonctionnement (2023) : 1 658 695 EUR
3. d'autoriser l'inscription de la dépense correspondant au paiement de l'ACI au chapitre 26 [section Investissement] du budget de la commune de Tuffalun;
4. d'autoriser le Maire à procéder au paiement de cette participation au capital de l'Agence France Locale - Société Territoriale et selon les modalités suivantes, étant entendu que pour chacun des exercices, le paiement pourra être accéléré :

Année 2025 5 000 Euros

5. d'autoriser le Maire à signer le contrat de séquestre si ce compte devait être ouvert pour le versement des tranches d'apport en capital ;
6. d'autoriser le Maire à signer l'acte d'adhésion au Pacte d'actionnaires ;
7. d'autoriser le Maire à prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à l'adhésion et à la participation de la commune de Tuffalun à l'Agence France Locale – Société Territoriale ;
8. de désigner Madame GOHLKE Nathalie en sa qualité de Maire et Madame GUIBERT Noëlle en sa qualité de maire délégué d'Ambillou-Château, en tant que représentants titulaire et suppléant de la commune de Tuffalun à l'Assemblée générale de l'Agence France Locale - Société Territoriale ;
9. d'autoriser le représentant titulaire de la commune de Tuffalun ou son suppléant à accepter toutes autres fonctions qui pourraient leur être confiées dans le cadre de la représentation au sein du Groupe Agence France Locale (Conseil d'Administration, présidence, vice-présidence, membres titulaires ou suppléants des éventuelles commissions d'appels d'offres, Conseil de Surveillance, Conseil d'Orientation, etc.), dans la mesure où ces fonctions ne sont pas incompatibles avec leurs attributions ;
10. d'octroyer une garantie autonome à première demande (ci-après « la Garantie ») de la commune de Tuffalun dans les conditions suivantes aux titulaires de documents ou titres émis par l'Agence France Locale éligibles à la Garantie (les « **Bénéficiaires** ») :
 - le montant maximal de la Garantie pouvant être consenti pour l'année 2025 est égal au montant maximal des emprunts que la commune de Tuffalun est autorisé(e) à souscrire pendant l'année 2025,
 - la durée maximale de la Garantie correspond à la durée du plus long des emprunts détenu par la commune de Tuffalun pendant l'année 2025 auprès de l'Agence France Locale augmentée de 45 jours,
 - la Garantie peut être appelée par chaque Bénéficiaire, par un représentant habilité d'un ou de plusieurs Bénéficiaires ou par la Société Territoriale ; et
 - si la Garantie est appelée, la commune de Tuffalun s'engage à s'acquitter des sommes dont le paiement lui est demandé, dans un délai de cinq jours ouvrés ;
 - le nombre de Garanties octroyées par le Maire au titre de l'année 2025 sera égal au nombre de prêts souscrits auprès de l'Agence France Locale dans la limite des sommes inscrites au budget primitif de référence, et sous réserve que le montant maximal de chaque Garantie soit égal au montant tel qu'il figure dans l'engagement de garantie.
 -
11. d'autoriser le Maire ou son représentant, pendant l'année 2025, à signer le ou les engagements de Garantie pris par la commune de Tuffalun, dans les conditions

définies ci-dessus, conformément au modèle présentant l'ensemble des caractéristiques de la Garantie et figurant en annexe ;

12.

13. d'autoriser le Maire à :

- i. prendre et/ou signer tous les actes et documents nécessaires à la mise en œuvre de la garantie autonome à première demande accordée par la commune de Tuffalun aux créanciers de l'Agence France Locale Bénéficiaires des Garanties ;
- ii. engager toutes les procédures utiles à la mise en œuvre de ces actes et documents ;

14. d'autoriser le Maire à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

ANNEXE

Note explicative de synthèse sur l'adhésion soumise à délibération précisant l'effectivité du respect des critères mentionnés à l'article D. 1611-41° du code général des collectivités territoriales

1. Aux termes de l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales et pour l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, « peuvent adhérer à l'Agence France Locale, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux sous réserve de s'être assuré que « le cadre d'appétit au risque établi par l'Agence France Locale inclut une exigence minimale de fonds propres à hauteur d'au moins 1,7 % de son exposition totale ».

A la date de la présente délibération, l'Agence France Locale s'impose un ratio de levier bancaire strictement supérieur à 2,25%. L'exigence minimale est donc respectée.

2. Aux termes de l'article D. 1611-41 du code général des collectivités territoriales et pour l'application de l'article L. 1611-3-2 du code général des collectivités territoriales, « peuvent adhérer à l'Agence France Locale, les collectivités territoriales, leurs groupements et les établissements publics locaux dont la **capacité de désendettement**, définie comme le rapport entre l'encours de dette à la date de clôture des comptes et l'épargne brute de l'exercice écoulé et exprimée en nombre d'années, constatée lors du pénultième exercice, est inférieure à :
 - **douze années** sur la moyenne des trois dernières années pour les communes, la Ville de Paris, les groupements et établissements publics locaux ;
 - **dix années** sur la moyenne des trois dernières années pour les départements et la métropole de Lyon ;
 - **neuf années** sur la moyenne des trois dernières années pour les régions, la collectivité de Corse, les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique.

Ce ratio prend en compte le budget principal et les budgets annexes. Il est défini en nombre d'années. L'épargne brute est égale à la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses réelles de fonctionnement. Lorsque l'épargne brute d'une collectivité territoriale ou d'un groupement des collectivités territoriales est négative ou nulle, son montant est considéré comme égal à un euro pour le calcul de la capacité de désendettement.

L'encours de dette s'entend comme le solde créditeur constaté dans les comptes d'emprunts et de dettes assimilées, à l'exception des intérêts courus et des primes de remboursement des obligations. »

Il est constaté que la Commune de Tuffalun satisfait aux exigences réglementaires, en ce que sa capacité de désendettement constatée lors de l'exercice 2023, est égale à **1.47 années**, et est ainsi effectivement inférieure à **12 années** sur la moyenne des trois dernières années (2021, 2022 et 2023) :

SIREN de la collectivité	Nom de la collectivité	Capacité de désendettement maximum	Encours de dette	Epargne brute	Capacité de désendettement
			Moyenne de 2021 à 2023		
200058949	COMMUNE DE TUFFALUN	12	506 028,76 €	344 601,79 €	1,47

Madame Nathalie GOHLKE, Maire de Tuffalun est autorisé à signer le contrat de prêt et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, à toutes formalités, à prendre toutes les mesures et à signer tous les actes nécessaires à l'exécution de la présente délibération et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

Délibération participation transport scolaire 2025-2026 OGALO

Madame le Maire informe le conseil municipal que OGALO de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire demande à la mairie de Tuffalun si le coût de transport scolaire 2025-2026 des enfants de TUFFALUN et de la commune de Brigné, commune déléguée de Doué-en-Anjou, sera pris en charge et sous quelles conditions (élèves de maternelle et primaire)

Après avoir délibéré, les membres du conseil approuvent par 22 voix pour, de prendre en charge le coût du transport comme indiqué ci-dessous :

CATEGORIE D'ELEVES	COMMUNE DOMICILE	ETABLISSEMENTS SCOLAIRES	PARTICIPATION MAIRIE DE TUFFALUN	POURCENTAGE PARTICIPATION	
				A la charge de la famille	A la charge de la mairie de Tuffalun
Elèves de primaire et maternelle (Montant total abonnement 108.79 €)	TUFFALUN ET BRIGNE (DOUE EN ANJOU)	ECOLE Hervé Yves Louerre Ecole des Faluns Noyant la plaine Ecole le Sophora Ambillou-Château	OUI	10.30 % (montant : 11.20 €)	89.70 % (montant : 97.59 €)

Informations et questions diverses

- . Repas des aînés : à ce jour 75 inscriptions.
- . Prolongation d'arrêt de travail d'un adjoint technique.
- . Tournoi de football le 8 mai (400 personnes).
- . Commémoration du 8 mai : 10 h à Louerre, 10 h 30 à Noyant-la-Plaine et 11 h à Ambillou-Château.
- . Collecte de vêtements organisée par le conseil municipal des enfants.
- . Journée de la diversité au jardin public de Louerre le samedi 17 mai.

Prochaine réunion du conseil municipal : le 02 juin 2025 à 20 heures.